

PRÉFECTURE
DE LA LOIRE

42022 ST ETIENNE CEDEX

TÉLÉPHONES { (77) 33-42-48
(77) 33-42-49

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE LA POLICE GÉNÉRALE

2 • Bureau

Poste Téléphonique Intérieur

à appeler : 432

Dépôts de cartouches de chasse

Dossier n° 311
FR/YG

LE PREFET DE LA LOIRE

Officier de la Légion d'honneur,

VU ensemble :

- l'arrêté de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 1er décembre 1936, portant règlement sur les conditions techniques générales auxquelles sont soumis l'établissement et l'exploitation des dépôts d'artifices ;

- la loi n° 70-575 du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des poudres et substances explosives ;

- la demande présentée par M. Pierre CARPOT, Directeur général des transports " T. RIVOIRE et Fils ", demeurant à SAINT-ETIENNE, 25 rue de la Résistance, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer dans cette ville, zone industrielle de Verpillieux, angle de la rue de la Talaudière et de la rue Jean Huss, un dépôt de munitions de sûreté, destiné à abriter 10 millions de cartouches de chasse renfermant chacune 2 grammes environ de poudres ;

- les plans annexés ;

- les avis émis par :

M. le Maire de SAINT-ETIENNE

M. le Directeur départemental de la Protection civile, Inspecteur départemental des Services d'incendie et de secours,

M. l'Ingénieur général de l'Armement, Inspecteur technique de l'Armement pour les poudres et explosifs ;

CONSIDERANT que les cartouches de chasse chargées, rangées dans la 3ème classe des artifices, sont affectées du coefficient E = 10 et qu'en conséquence le dépôt en cause appartiendra à la 1ère catégorie, telle qu'elle est définie à l'article 4 de l'arrêté précité : dépôt pouvant recevoir plus de 250 kg d'explosifs ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1er - M. le Directeur général des transports " T. RIVOIRE et Fils ", demeurant à SAINT-ETIENNE, 25 rue de la Résistance, est autorisé à installer dans cette ville, zone industrielle de Verpillieux, un dépôt de munitions de sûreté (cartouches de chasse).

.....

ARTICLE 2--Le dépôt sera installé à l'emplacement marqué et conformément aux plans et coupes joints au dossier, lesquels resteront annexés au présent arrêté ; il appartiendra au type dit " superficiel ". De plus, le dépôt devra être divisé en quatre cellules, sans communication entre-elles, par des murs coupe feu dépassant le niveau de la toiture, ce qui rendra ces cellules indépendantes en cas d'incident et diminuera les risques pour le voisinage.

ARTICLE 3--La quantité de cartouches stockées ne devra pas dépasser dix millions ; elles seront conservées dans l'emballage même qui a permis de les transporter comme munitions de sûreté.

ARTICLE 4--Pour l'exploitation du dépôt et la manipulation des explosifs, le permissionnaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions de l'arrêté du 1er décembre 1936 susvisé, modifié et complété.

Un préposé responsable assurera la surveillance générale du dépôt, qui sera entouré d'une forte clôture défensive de 2,50 mètres de hauteur, installée à une distance des parois extérieures de 5 mètres au moins.

ARTICLE 5--Le dépôt ne pourra être exploité qu'après exécution des prescriptions suivantes :

- L'installation électrique devra être réalisée par des lampes à incandescence sous double enveloppe, avec canalisations sous tube acier, ces canalisations, ainsi que les commutateurs coupe circuit, fusibles, étant placés à l'extérieur et éloignés, le plus possible, du trajet des munitions.
- Toutes dispositions seront prises pour débarrasser les abords du dépôt de toutes matières combustibles dans un rayon de 50 mètres.
- S'il n'en existe pas dans un rayon de 200 mètres, prévoir la pose d'un poteau d'incendie, normalisé de 100 mm.

En outre, il sera interdit de faire du feu et de fumer à l'intérieur et aux abords du dépôt.

ARTICLE 6--Les droits des tiers sont formellement réservés.

ARTICLE 7--M. le Maire de SAINT-ETIENNE, M. le Directeur départemental des Polices urbaines et M. le Directeur départemental de la Protection civile, Inspecteur départemental des Services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

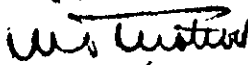
Fait à SAINT-ETIENNE, le 29 janvier 1976

Pour le PRÉFET
LE PRÉFET

Ampliation adressée à
Monsieur Pierre CARPOT, Directeur général
des transports " T. RIVOIRE et Fils ",
25, rue de la Résistance,
à SAINT-ETIENNE

A. BOISMENU

Pour le Secrétaire Général
et par délégation
Maire de Préfecture
Chef de Bureau


M. F. MATROD